

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 24/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENVIE 2E ALSACE

2 rue des Imprimeurs
67118 Geispolsheim

Références : 13098/AD/AG
Code AIOT : 0003013098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement ENVIE 2E ALSACE, implanté 2 rue des Imprimeurs 67118 Geispolsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 26/09/2024 et de l'action régionale « Prévention des incendies dans le secteur des déchets ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIE 2E ALSACE
- 2 rue des Imprimeurs 67118 Geispolsheim
- Code AIOT : 0003013098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Envie2E Alsace exploite, à Geispolsheim, un centre de transit et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques.

Le site de Geispolsheim a été autorisé le 16 avril 2019 et accueille des activités précédemment exercées à Strasbourg, rue Herrade.

Contexte de l'inspection :

Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
7	Prévention de la pollution des milieux	Arrêté Préfectoral du 16/04/2019, article 51.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Echéance mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 26/09/2024, article 1 ^{er}	Levée de mise en demeure
2	tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV	Sans objet
3	tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - VI	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
5	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 I	Sans objet
6	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 - II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 26 septembre 2024, qui cesse de produire ses effets.

Les prescriptions contrôlées dans le cadre de l'action régionale « Prévention des incendies dans le secteur des déchets » sont respectées.

Observations :

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à porter à la connaissance du préfet, son futur projet de modification de ses installations (PAC) dans sa globalité, une fois le projet finalisé. L'inspection ne peut en effet se prononcer sur les deux PAC transmis jusqu'à présent, car ils ne tiennent pas compte de leur connexité et de l'ensemble des modifications qui vont être mises en œuvre et qui les impacteront (effet domino ...).

Par ailleurs, il a été constaté que la plateforme sud est parfois utilisée pour le stockage temporaire de déchets en benne équipée de moyen de lutte contre l'incendie. Or, le dossier d'autorisation ne prévoit pas un tel stockage sur cette plateforme, **il est donc attendu de l'exploitant qu'il porte également cette modification à la connaissance du préfet dans son futur PAC**, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

De plus, l'inspection a constaté qu'une nouvelle installation de granulation de câbles était présente sur site, dans un local fermé. Les granulés de plastique issus du procédé, sont stockés en vrac dans une fosse, dont les portes d'accès ne sont pas tout à fait étanches en partie basse (léger interstice sur une vingtaine de centimètres entre le montant et la porte), entraînant ainsi une très légère perte de granulés vers l'extérieur, au niveau de la zone de chargement des poids lourds. L'exploitant s'est engagé à rendre la porte étanche, dans les plus brefs délais.

Il est donc attendu de l'exploitant qu'il transmette, sous quinzaine, les éléments prouvant l'étanchéité de la porte.

Enfin, bien que le processus de granulation soit canalisé (aspiration et filtration des poussières), il génère tout de même une pellicule très fine de poussière de plastique, qui s'accumule sur les parois

métalliques de la machine, au niveau de la sortie des granulés, par effet électrostatique. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer comment et à quelle fréquence le nettoyage de cette poussière était prévu. **Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette, sous quinzaine, les éléments prouvant qu'il maîtrise les risques liés à ces poussières (combustion, explosion ...), notamment lors des opérations de nettoyage.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Échéance mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/09/2024, article 1 ^{er}			
Thèmes : Risques chroniques, Prévention des pollutions atmosphériques			
Prescription contrôlée : Article 1^{er}: prescriptions à respecter La société ENVIE 2E, pour ses installations situées 2 rue des Imprimeurs à GEISPOLSHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 et de la décision d'exécution (UE) n°2018/1147 suivantes : Arrêté ministériel du 17 décembre 2019 : « Annexe 3.2 : Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement mécanique (...) » III. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets Effluents gazeux :			
Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5 mg/Nm ³ ou 10 mg/Nm ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	semestrielle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Retardateurs de flamme bromés	/	annuelle
	PCB de type dioxine	/	annuelle
	Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V)	/	annuelle
	PCDD/F	/	annuelle
	COVT	/	semestrielle
(...)			
Traitement des DEEE contenant du mercure	Hg	5 µg/Nm ³	trimestrielle
».			
Constats : L'exploitant a présenté : - un contrat signé du 10/02/2025, établi avec le prestataire en charge de réaliser les prélèvements liés à la surveillance des installations de traitement des déchets. Ce document reprend bien l'ensemble des paramètres et des fréquences prévues par l'arrêté ministériel du 17/12/2019 ; - les résultats d'analyses du 11/02/2025 pour le mercure et les retardateurs de flamme bromés ; - les résultats d'analyse du 31/10/2024 pour les poussières, les PCB de type dioxine, les métaux et métalloïdes, les PCDD/F, COVT et mercure. Ces rapports ne font état d'aucune anomalie. Le jour de la visite, une série de prélèvements de l'ensemble des paramètres, était en cours par le			

prestataire. L'exploitant s'est engagé à transmettre les résultats de ces analyses dès réception.

La mise en demeure peut être levée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suite : Levée de mise en demeure

N° 2 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 - IV

Thèmes : Autre, comptabilité des stocks de DEEE

Prescription contrôlée :

[...] En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour, au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne.

Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. » [...]

Constats :

Le logiciel de gestion des déchets, présenté par l'exploitant, génère un état des stocks des déchets (y compris ceux dangereux) à l'instant T.

Cet état des stocks recense le type de produit/déchet (PEP, PAM, GEM froid ...), sa quantité (en tonnes), sa provenance et sa destination, ainsi qu'un numéro de lot interne et un numéro de mouvement.

Le logiciel permet de donner un total d'entrées et de sorties sur une période donnée.

L'exploitant a précisé qu'un inventaire physique mensuel est effectué en complément.

L'exploitant déclare son bilan annuel des déchets sur l'application GEREP.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 – VI

Thèmes : Autre, tri des DEEE contenant des batteries

Prescription contrôlée :

Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium, sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [...]

Constats :

Les piles et batteries, dont celles au lithium, sont triées et séparées des autres déchets au niveau des différents postes de la ligne de traitement. Celles-ci sont entreposées dans des fûts métalliques dédiés avec de la vermiculite.

Une fois remplis, les fûts sont stockés à l'extérieur dans un container dédié, équipé d'un système de détection et d'extinction automatique (équipé de thermofusibles) qui disperse, à l'aide de têtes

sprinkleur, une poudre d'extinction en cas de départ d'incendie.
Ce container contient des fûts remplis exclusivement de piles/batteries lithium et d'autres fûts remplis de piles/batterie en mélange.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9

Thèmes : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le (les) point(s) d'eau incendie est (sont) en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés, où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés, présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

L'installation est dotée :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de 134 extincteurs répartis à l'intérieur et l'extérieur des bâtiments, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Ces équipements font l'objet d'une vérification et maintenance tous les ans, la dernière a été réalisée le 26/08/2024.

Des RIA (eau + additif) sont disponibles en complément.

Le plan des bâtiments et aires de gestion des déchets, avec description des dangers, est mis à disposition des services d'incendie et de secours, dans un coffret situé à l'entrée véhicule du site, mais aussi à l'entrée principale des bâtiments. Ces documents sont accessibles à tout moment.

Comme les installations gèrent des déchets combustibles ou inflammables, elles sont également dotées :

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour tout le bâtiment ;
- d'une réserve de sable meuble et sec et de pelles ;
- de deux poteaux incendie (PI), alimentés par le réseau public, permettant de délivrer un débit de 135 m³/h (PI situé rue des Imprimeurs) et de 128 m³/h (PI situé sur site). Ces équipements ont fait l'objet d'une vérification et d'une mesure de leur débit en simultané le 23/08/2024 ;
- d'une réserve souple d'eau de 240 m³ disponible au nord-est du site, dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence.

Tous sont situés à moins de 100 m des bâtiments.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Un exercice a d'ailleurs été réalisé le 24/04/2024 avec les pompiers d'Illkirch, qui leur a permis de tester les branchements sur les poteaux incendie et la réserve souple.

Le site est également équipé d'un système de sprinklage, composé d'une première réserve d'eau de 30 m³ avec pompe électrique, qui peut alimenter 5 têtes sprinkleur en simultané (en cas d'un départ de feu isolé), et d'une seconde réserve d'eau de 700 m³ avec pompe diesel, qui alimente toutes les têtes sprinkleur en simultané.

Enfin, d'autres systèmes de détection et d'extinction automatique sont présents dans les zones de stockage extérieures :

- le conteneur dédié au stockage des piles et batteries est équipé d'un système de thermofusibles qui disperse, à l'aide de têtes sprinkleur, une poudre d'extinction en cas de départ d'incendie ;
- trois portiques mobiles pouvant se positionner au-dessus d'une benne/conteneur, avec un système de têtes sprinkleur relié à un extincteur (eau + additif).

La ligne de traitements mécaniques (broyeurs) et son système d'aspiration et filtration, est aussi dotée d'un système de détection et d'extinction automatique, équipé d'un détecteur d'étincelles et d'une double sécurité (clapets) avant filtration.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 I

Thèmes : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, et tient à jour, un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte, décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager, avant l'arrivée des services de secours, les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux, et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et, le cas échéant, l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie, avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités, selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de défense incendie (PDI) qu'il tient à disposition des services de secours, dans le coffret disponible à l'entrée du site.

L'inspection a vérifié, point par point, son contenu qui est complet et répond aux prescriptions contrôlées.

Les fiches de données de sécurité (FDS) sont consultables en version papier ou numériquement et sont aussi disponibles dans le coffret situé à l'entrée du site.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 6 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.1 – II

Thèmes : Risques accidentels, Maîtrise des incendies

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1^{er} janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, au plus tard le 1^{er} juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours, pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention, prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail, peut répondre à ces obligations, dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition, et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

L'installation est bien dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En période non ouvrée, un système de télésurveillance (incluant des caméras thermiques) est mis en place. Le personnel de l'équipe de télésurveillance peut également alerter les services d'incendie et de secours en cas de besoin.

L'exploitant réalise des exercices incendie plusieurs fois par an.

Le dernier exercice incendie effectué en présence des pompiers d'Illkirch a eu lieu le 24/04/2024.

Un exercice, avec présence d'un tiers (organisme ECOSYSTEM), s'est déroulé le 07/01/2025. Le scénario n'a pas été établi par l'exploitant mais par ECOSYSTEM et a intégré la présence de fumigènes.

Le prochain exercice aura lieu le 13 juin prochain, le scénario intégrera cette fois-ci la présence d'une victime à évacuer.

L'ensemble des salariés du site bénéficie d'une formation « équipier de première intervention » dispensée en interne par une équipière de seconde intervention.

En complément, 21 salariés permanents ont bénéficié d'une formation par un organisme de formation (CNPP) et dispose d'une attestation de formation d'équipier de première intervention.

Un plan de prévention est mis en œuvre. Le personnel des entreprises extérieures reçoit donc une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre au moment de la signature de ce plan.

L'exploitant a présenté le dernier plan de prévention daté du 03/06/2025 et signé par le prestataire SOCOTEC, pour une intervention prévue les 3 et 4 juin.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Prévention de la pollution des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2019, article 5.1.3

Thèmes : Risques chroniques, Prévention de la pollution par les plastiques

Prescription contrôlée :

Article 5.1.3 - Gestion des déchets produits à l'intérieur de l'établissement

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) et d'accident (notamment par stockage séparé des produits incompatibles) pour les populations avoisinantes et l'environnement. (...)

Constats :

L'inspection a constaté qu'une nouvelle installation de granulation de câbles est présente sur site, dans le local fermé des fractions dangereuses. Cette machine sépare le cuivre et le plastique des câbles usagés, via un processus de concassage puis une séparation par gravité.

La taille des granulés plastiques issus de ce procédé est comprise entre 1 et 5 millimètres.

Ces particules assez volatiles peuvent être à l'origine de pollution lors de lessivages ou d'envols ; or, ces risques n'ont pas été pris en compte dans le dossier de porter à connaissance du 24 avril 2025.

Les granulés sortent en vrac de la machine et tombent dans une fosse.

Pour leur évacuation vers des filières de recyclage, deux portes d'accès donnant directement sur la fosse sont ouvertes, entraînant l'écoulement de la masse de granulés à l'extérieur, sur la zone de chargement des poids lourds.

L'exploitant a indiqué que les granulés sont chargés au godet dans un camion benne.

Lors de cette opération, l'avaloir destiné à recueillir les eaux de pluies de la zone de chargement, qui est situé à moins de 10 m des portes, est temporairement obturé pour éviter toute présence de plastique dans le réseau d'eau.

Un nettoyage de la zone de chargement est opéré après chaque chargement, à l'aide de balais et d'une machine de nettoyage.

Cependant, ce mode de fonctionnement ne prend pas suffisamment en compte les risques d'envol des granulés vers le milieu, en cas de forts vents pendant les opérations de chargement, sachant que des espaces enherbés sont situés de part et d'autre de la zone de chargement, et qu'une parcelle de cultures agricoles est située à environ 50 m, derrière la clôture nord de l'établissement.

La procédure de chargement nécessite donc une mise à jour, pour intégrer les moyens de maîtrise des risques d'envols des granulés lors des phases de chargement, en période venteuse.

De plus, l'inspection a constaté que les portes d'accès de la fosse ne sont pas tout à fait étanches en partie basse (léger interstice sur une vingtaine de centimètres entre le montant et la porte), entraînant ainsi une très légère perte de granulés vers l'extérieur, au niveau de la zone de chargement des poids lourds.

En cas de pluie, ces granulés peuvent être lessivés jusqu'à l'avaloir situé à moins de 10 m et en cas de vent, ces granulés peuvent s'envoler dans le milieu (espaces enherbés ou parcelle de cultures agricoles).

Pour éviter toute contamination du milieu par des plastiques, l'exploitant s'est engagé à rendre la porte étanche dans les plus brefs délais.

Il est donc attendu de l'exploitant qu'il transmette, sous quinzaine, les éléments prouvant l'étanchéité de la porte et la procédure de chargement mise à jour, incluant les moyens de maîtrise des risques de d'envols des granulés.

Enfin, bien que le processus de granulation soit canalisé (aspiration et filtration des poussières), il génère une pellicule de poussière très fine de plastique, qui s'accumule sur les parois métalliques de la machine, au niveau de la sortie des granulés, par effet électrostatique. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer comment, et à quelle fréquence, le nettoyage de cette poussière est prévu. **Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette, sous quinzaine, les éléments prouvant qu'il maîtrise les risques liés à ces poussières (combustion, explosion ...), notamment lors des opérations de nettoyage.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délai : 15 jours